



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

violences

Question au Gouvernement n° 2144

Texte de la question

VIOLENCES

M. le président. La parole est à M. Christian Jacob.

M. Christian Jacob. Monsieur le Premier ministre, jeudi, à Paris, après la victoire de l'Algérie lors d'un match de la Coupe d'Afrique des nations, des vitrines ont été défoncées et des magasins pillés. À Marseille, à Saint-Chamond, à Roubaix, à Saint-Étienne, des policiers ont été agressés et caillassés. À Tours, le drapeau tricolore a été remplacé par un drapeau algérien. Le pire a été atteint à Montpellier, où un individu a provoqué la mort d'une mère de famille et blessé grièvement son enfant. Je souhaite évidemment, au nom du groupe Les Républicains, et certainement de toute l'Assemblée, m'associer à la douleur de cette famille.

Le lendemain, vendredi, plusieurs centaines de sans-papiers – les « gilets noirs », nous a-t-on dit –, ont occupé le Panthéon, ce lieu de mémoire où reposent Simone Veil, Jean Moulin, André Malraux et Victor Hugo.
(*Exclamations sur plusieurs bancs du groupe LR.*)

Plusieurs députés du groupe LR. Scandaleux !

M. François Cormier-Bouligeon. Marine Le Pen, sors de ce corps !

M. Christian Jacob. Combien de procédures de raccompagnement aux frontières ont-elles été engagées après ces profanations indignes ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe LR.*)

Et ça continue : dimanche, à Paris, à Lyon, à Marseille et dans bien d'autres villes, des voitures ont à nouveau été brûlées et des policiers agressés. À Saint-Denis, c'est un commissariat qui a été attaqué au mortier.

Face à cette situation, ne nous dites pas que les policiers ont été remarquables : nous le savons, nous les soutenons et nous leur rendons régulièrement un hommage appuyé. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LR, UDI-I et LT.*)

Monsieur le Premier ministre, tous ces événements pouvaient être anticipés. Pourtant, rien n'a été fait. L'autorité de l'État a été bafouée. Votre ministre de l'intérieur est totalement dépassé. (« *Eh oui !* » sur plusieurs bancs du groupe LR.)

M. Éric Ciotti. Une fois de plus !

M. Christian Jacob. Vous-même, monsieur le Premier ministre, avez été particulièrement muet face à la gravité de cette situation.

Ma question est donc simple : jusqu'à quand allez-vous vous complaire dans cette incapacité à rétablir l'ordre républicain ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe LR.*)

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre. (*Vifs applaudissements sur les bancs du groupe LaREM.*)

M. Édouard Philippe, Premier ministre. Monsieur Jacob, je vous remercie pour votre question. J'apprécie toujours avec une certaine délectation le sens de la mesure dont vous faites preuve. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM. – Protestations sur les bancs du groupe LR.*)

M. Frédéric Reiss. Délectation du homard !

M. Édouard Philippe, Premier ministre. Je partage, à bien des égards, l'indignation que vous venez d'exprimer,...

M. Jean-François Parigi. Heureusement ! On espère bien !

M. Édouard Philippe, Premier ministre. ...lorsque je constate que dimanche, jour de la fête nationale, un certain nombre d'incidents intervenus en début ou en fin de journée sont venus ternir l'éclat que nous voulons donner à cette fête de la nation. Je déplore vivement que plusieurs centaines de manifestants aient choisi de venir, dimanche matin, essayer de perturber le défilé organisé sur les Champs-Élysées à l'occasion de cette fête nationale, alors même que ceux qui défilent sont ceux qui protègent la nation et que ce jour du 14 juillet est le moment même où nous venons leur dire notre reconnaissance. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM. – Exclamations sur les bancs du groupe LR.*)

M. Pierre Cordier. Répondez à la question !

M. Édouard Philippe, Premier ministre. Au début de la journée, près de 200 manifestants ont essayé de venir perturber le défilé. Après celui-ci, quelques centaines de casseurs sont venus essayer de se « réapproprier » les lieux. Les forces de l'ordre sont intervenues et ont réussi rapidement à rétablir l'ordre, après que certains désordres ont, il est vrai, été constatés.

Le soir même, comme vous l'avez dit, se sont produits des débordements inacceptables. Reconnaissez avec moi qu'il n'est malheureusement pas neuf – même si cela ne les excuse en rien – que des débordements aient lieu à l'occasion d'une victoire dans une compétition de football. Ces débordements ont donné lieu à des actes qui ne sont pas acceptables et qui, là encore, ont été réprimés par les forces de l'ordre. Plus de 500 interpellations ont ainsi eu lieu dimanche soir...

Mme Valérie Beauvais et Mme Valérie Lacroute. Et alors ?

M. Édouard Philippe, Premier ministre. ...car les forces de l'ordre étaient mobilisées pour prévenir, dans toute la mesure du possible, de tels événements, qui sont, comme vous le savez, difficilement prévisibles – plus précisément, il est difficile d'interdire que de telles manifestations aient lieu çà et là.

Monsieur Jacob, vous avez également évoqué l'intrusion qui s'est produite dans le Panthéon. Elle est inacceptable ! Je vous connais trop bien pour ne pas savoir que vous connaissez la façon dont ces choses fonctionnent : vous dites que cette intrusion était prévisible et évitable ; je constate, pour ma part, que, là encore, les forces de l'ordre ont fait évacuer le Panthéon dans les heures qui ont suivi, et qu'un certain nombre de procédures ont été engagées à l'issue de cette expulsion et de cette libération des lieux – je me fais fort de vous en donner par écrit le nombre exact et je vous prie de m'excuser de ne pas pouvoir vous répondre de chique. Ces procédures sont réelles, elles ont été engagées et elles donneront lieu, évidemment, à des sanctions et à des expulsions.

Il ne s'agit aucunement de mettre en cause des forces de l'ordre. Nous vivons une époque où certains de nos concitoyens et, parfois, certains responsables, ne respectent ni les lieux, ni les moments constitutifs de notre République. Je le dis à tous ceux qui pourraient être tentés par le désordre, par l'éclat, par le spectaculaire, pour faire prévaloir certaines thèses : chaque fois qu'on remet en cause les lieux ou les moments de la République, on affaiblit notre pays. (*Exclamations sur les bancs du groupe LR.*)

M. Fabien Di Filippo. Vous instrumentalisez le désordre !

M. Édouard Philippe, Premier ministre . Monsieur le président Jacob, croyez bien que le Gouvernement, les forces de l'ordre et, je l'espère, l'ensemble de la nation sont réunis pour éviter ces débordements. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM.*)

Données clés

Auteur : [M. Christian Jacob](#)

Circonscription : Seine-et-Marne (4^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2144

Rubrique : Ordre public

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [17 juillet 2019](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [17 juillet 2019](#)